



Bischofsworte aus aller Welt

LES EVEQUES D'ECOSSE (Pâques 1982)

Une autre raison de notre perplexité est l'absence d'information vérifiable sur les projets et les intentions du gouvernement.

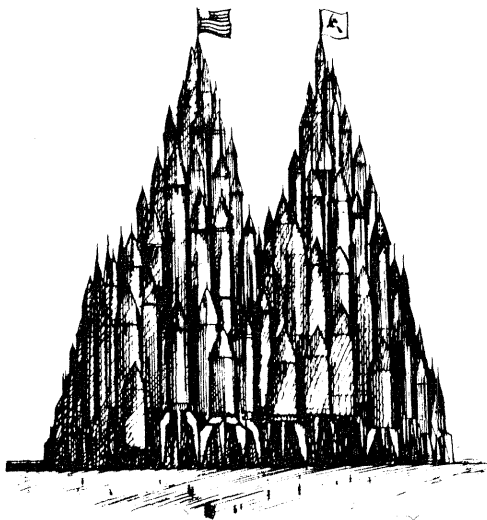
Certes, nous savons que cette politique est une politique de dissuasion, mais nous ignorons quelle mesure de rétorsion est prévue, au cas où la dissuasion s'avérerait un échec. Si l'on ne peut guère attendre d'un gouvernement qu'il divulgue certaines informations, il faudrait toutefois que nous

sachions si une menace de rétorsion par le moyen de telles armes est probable, dans le cas de n'importe quelle attaque, ou simplement dans le cas d'une attaque nucléaire. Tout ce qui sera fait le sera en notre nom et, en démocratie, avec notre accord présumé. La conscience d'une nation ne devrait pas être contrainte de se livrer à des pronostics à partir d'un nombre indéfini de possibilités.

(...)

Nous exhortons les catholiques à se tenir pleine-

ment informés, à réfléchir sur ces graves questions et à discuter dans leurs communautés de la meilleure manière de progresser dans cette difficile question du désarmement. De plus, nous les encourageons à collaborer avec les mouvements authentiquement engagés dans la recherche de la paix. Nous demandons instamment que l'éducation à la paix fasse partie intégrante de la prédication dans les paroisses et de l'enseignement dans les écoles. (...)



Zeichnung: Hanel

In: P.-F. 18. 3. 1983

LETTRES DES EGLISES DU CANADA AU PREMIER MINISTRE TRUDEAU (14/12/1982)

(Cette lettre fut signée par le président du Conseil canadien des Eglises, par Mgr. H. Légaré, président de la conférence des évêques catholiques, ainsi que par les chefs des Eglises épiscopaliennne, luthérienne, presbytérienne et unie du Canada.)

6. (...) Nous nous réjouissons des dispositions majeures prises par vous et votre gouvernement en vue de faire du Canada une zone dépourvue d'armes nucléaires. Nous citons, par exemple, l'élimination des armes nucléaires au sein des forces armées canadiennes en Europe et l'instauration de mesures permettant de retirer toute arme nucléaire du sol canadien. (...)

14. Paul Warnke, ancien directeur du "Arms Control and Disarmement Agency" aux Etats-Unis, disait: "Des signes perturbateurs laissent entendre qu'on met de plus en plus de confiance dans les armes nucléaires comme instrument de politique étrangère, et ce non seulement pour prévenir une attaque nucléaire, mais aussi pour atteindre des objectifs politiques. Certains conseillers de M. Reagan ont déclaré catégoriquement 'qu'il importe de trouver des moyens pour utiliser des forces stratégiques par contrainte et de pouvoir faire la guerre nucléaire de façon rationnelle'. D'autres responsables du gouvernement de M. Reagan sont d'avis que l'objectif de notre arsenal nucléaire devrait être, d'une part, d'empêcher les autres d'utiliser une force militaire traditionnelle contre nos intérêts et, d'autre part, de nous donner le choix d'avoir recours à nos propres armes traditionnelles si nous trouvons bon de le faire. L'argument que l'on a fait ressortir dans le passé, à savoir que les armes nucléaires ont comme seul objectif de prévenir une guerre, semble donner place maintenant à l'hypothèse selon laquelle nous pouvons et nous devrions diriger nos forces de telle sorte que nous serons en mesure de lutter, de survivre et de gagner une guerre nucléaire."

15. La mise au point d'armes nucléaires "utilisables" a pour effet d'accroître le nombre de situations éventuelles dans lesquelles il sera considéré avantageux de recourir aux armes nucléaires. Par conséquent, la probabilité d'une guerre nucléaire et la perspective d'anéantissement deviennent très prononcées.

16. Si les armes nucléaires sont un instrument de diplomatie, c'est donc dire qu'elles sont déjà utilisées. Certes, on ne les fait pas détoner mais on s'en sert de la même façon qu'un voleur de banque préfère utiliser une arme: il la brandit et intimide sa victime jusqu'au point où elle doit acquiescer à sa demande. Dans le même esprit, les armes nucléaires deviennent l'instrument par excellence. Les Etats industriels du Nord y ont recours lorsqu'ils se font concurrence pour le pouvoir et la domination du tiers monde et pour maintenir l'ordre économique mondial qui accorde des avantages extraordinaires aux puissants et qui extorque pour autant des coûts extraordinaires aux impuissants.

20. (...) On ne peut dire que l'un ou l'autre des systèmes nommés ci-dessus (le missile MX et le missile Trident) a tout simplement un objectif de prévention ou de représailles. De fait, il s'agit de missiles à "effet meurtrier de grande précision" qui ont pour but de menacer d'une première attaque les ICBM soviétiques sur terre. De notre avis, ces armes ne favorisent pas la prévention. Elles ont plutôt un effet déstabilisateur et elles incitent probablement l'Union soviétique à concevoir elle-même un projet de première attaque.

21. (...) Le missile de croisière, en particulier, mis dans l'air ou dans sa configuration stratégique, est conçu pour attaquer des endroits militaires ou industriels secondaires en Union soviétique et pour permettre aux Etats-Unis "d'avoir l'avantage au cas où le préventif n'apporterait pas de succès". C'est ce qu'a déclaré le secrétaire de la Défense, M. Caspar Weinberger. En d'autres termes, les armes comme le missile de croisière sont déployées selon la prémisse que dans l'éventualité où une guerre nucléaire serait déclenchée, les Etats-Unis pourraient prolonger la guerre jusqu'à ce que la société soviétique ait subi des pertes plus grandes que celles de la société américaine et que les Etats-Unis aient gagné la guerre pour ainsi dire. (...)

24. (...) La politique adoptée par votre gouvernement laisse entendre qu'en dépit de préoccupations sérieuses et, nous le pensons, sincères, le Canada s'est rallié à l'opinion qui prévaut actuellement aux Etats-Unis au sein du gouvernement de M. Reagan, à savoir que l'Ouest doit monter un arsenal nucléaire qui lui permettra de menacer l'Union soviétique d'une attaque préventive et un arsenal nucléaire qui lui permettra pour autant de faire une guerre nucléaire prolongée. Nous présumons que cette politique est fondée sur l'idée qu'on peut, effectivement, gagner une guerre nucléaire, et qu'on pourrait, dans l'avenir, être témoins de situations dans lesquelles les Canadiens bénéficieraient de l'emploi d'armes nucléaires.

25. Nous sommes davantage portés à appuyer le point de vue de George Kennan: "... Il n'y a pas d'intérêts en jeu dans nos relations avec l'Union soviétique - pas d'espoir, pas de crainte, rien que nous voulons, rien que nous aimerions éviter -, il n'y a rien qui pourrait, de façon concevable, valoir une guerre nucléaire. Et ... nous ne pourrions pas, de façon concevable, utiliser des armes nucléaires, dans un combat sans entraîner la possibilité et, de fait, la forte probabilité condamnable d'une escalade vers un désastre nucléaire global."

26. La mise au point d'armes nucléaires utilisables ne peut pas mettre en valeur la création que Dieu a jugée comme étant bonne. La contemplation même de l'emploi d'armes nucléaires au nom d'intérêts politiques et économiques veut dire qu'entre la vie et la mort on opte pour la mort.

En conséquent les Eglises proposent les politiques de rechange suivante:

- a) L'interdiction définitive des essais nucléaires.
- b) Le renoncement à la première utilisation des armes nucléaires.
- c) L'appui d'une stratégie d'étouffement et d'un gel nucléaire.
- d) Le refus d'essayer le missile de croisière et tout autre vecteur nucléaire au Canada.
- e) Le refus de produire des composants servant à des systèmes d'armes nucléaires.
- f) Le Canada, zone dépourvue d'armes nucléaires.
- g) Le renforcement du maintien de la paix.

HIRTENBRIEF DER BISCHÖFE DER DDR (1.1.1983)

2. Es ist offenkundig, dass die moderne Kriegstechnik die überkommene Auffassung von "gerechten Kriegen" in eine Krise führt. An sich vertritt die kirchliche Lehre keinen absoluten Pazifismus, das heisst, sie hält unter Umständen die Anwendung von Gewalt für erlaubt, angebracht oder sogar geboten, etwa dort, wo das Recht des Schwächeren geschützt werden muss. Die Kirche weiss, dass das Böse im Menschen so hinterhältig, hartnäckig und brutal sein kann, dass man seine verheerende Wirkung nur mit Gewalt einschränken kann. Die Lehre vom "gerechten Krieg" meinte ja nicht, dass der Krieg an sich eine gerechte Angelegenheit sei. Sie wollte vielmehr sagen, dass ein Krieg, wenn er schon nicht vermieden werden kann, wenigstens gerecht geführt werden muss, also aus einem gerechten Grund und mit angemessenen Mitteln. Bei begrenzten Konflikten mag dieser Grundsatz durchaus stimmen. Aber kann er auch dort gelten, wo Gewalt unterschiedlos zuschlägt, wie etwa in einem Krieg mit dem Einsatz von Kernwaffen? Gewinnt hier nicht das häufig belächelte Ideal der Gewaltlosigkeit, wie es uns Jesus Christus in der Bergpredigt verkündigt, eine bisher ungeahnte rationale Aussagekraft? (...)

3. Wir begrüssen es, dass in der Frage des Wehrdienstes das Recht auf freie Gewissensentscheidung auch durch die staatliche Gesetzgebung in der DDR ausdrücklich anerkannt wird. In der "Anordnung des nationalen Verteidigungsrates in der DDR für die Aufstellung von Baueinheiten ... vom 7. September 1964" wird gesetzlich geregelt, dass die Wehrpflichtigen, die aus religiösen Anschauungen oder aus ähnlichen Gründen den Dienst mit der Waffe ablehnen, einen Wehrsatzdienst ohne Waffe leisten dürfen. (...)

4. (...) Mit Sorge beobachten wir, wie das Denken in militärischen Kategorien immer mehr zum Bestandteil der schulischen Erziehung und der Berufsausbildung wird. Es ist zu befürchten, dass eine solche Erziehung die Bereitschaft für gewaltsame Konfliktlösungen weckt und so die Friedensgesinnung in der nachfolgenden Generation schwächt. Zudem sollte auch in den Schulen und Ausbildungsstätten die Freiheit der Gewissensentscheidung im Blick auf die vormilitärische Ausbildung respektiert werden. Die Berliner Bischofskonferenz hatte seinerzeit der Regierung der DDR ihre schweren Bedenken gegen die Einführung des Wehrkundeunterrichts mitgeteilt. Wir hätten gewünscht, mit unserer Besorgnis mehr Beachtung zu finden. (...)

5. (...) Wir ermutigen jene Eltern, die sich mit allen Kräften dafür einsetzen, dass ihre Kinder in der Gesinnung und der Bereitschaft zum Frieden, zur Gewaltfreiheit und zur Toleranz erzogen werden. Wo Friedfertigkeit im kleinen gedeiht, dürfen wir auch Hoffnung für den Frieden in der Welt haben.

Liebe Eltern! Sprecht mit den Kindern über das, was sie hören und was sie bewegt. Habt den Mut in eindeutiger Weise Euer Urteil abzugeben. Sorgt in Eurer häuslichen Erziehung dafür, dass die Kinder nicht durch das Fernsehen oder durch Spielzeug an die Gewalt gewöhnt werden. Weckt in ihnen die Bereitschaft, vor allem durch Euer eigenes Beispiel, Vorurteile abzubauen und bei Konflikten zuerst den Weg der Verständigung zu gehen. Schafft für die Kinder die Erfahrung, dass echte Verzeihung Gräben zuschüttet und das Herz froh machen kann. Und vor allem: Macht Eure Kinder mit Jesus Christus bekannt, damit sie an seinen Worten und seinem Leben lernen, wahre Jünger des Friedens zu werden.



Zeichnung: Warlies
in: P.-F. Nr. 22/82

FRIEDENSAPPELL DER ÖSTERREICHISCHEN BISCHÖFE

4. In diesem Sinne appellieren wir an die politisch Verantwortlichen, alle Anstrengungen zu unternehmen, damit Ost und West auf alle sogenannten Mittelstreckenraketen - seien sie geplant oder bereits stationiert - verzichten. Es ist offenkundig, dass gerade diese Raketen zur Verschärfung und Verunsicherung der Lage beitragen.

5. Wir appellieren an die Verhandlungspartner der Wiener Truppenabbaukonferenz, endlich einen "konventionellen" Rüstungsabbau im europäischen Raum zu vereinbaren und dadurch auch die Chancen für einen Verzicht auf sogenannte taktische Atomwaffen zu verbessern.

7. Wir rufen dazu auf, sich der Einsicht nicht länger zu verschliessen, dass die Vermeidung einer nuklearen Menschheitskatastrophe ein vorrangiges Interesse aller Völker und Staaten ist, ungeachtet gesellschaftlicher Unterschiede, gegensätzlicher Interessen und geistiger Auseinandersetzungen. Die Sicherung des Überlebens ist ein gemeinsames Anliegen.

DECLARATION DES EVEQUES BELGES (19/7/1983)

Construire la paix est une tâche difficile, mais commune à tous. Nous n'entendons certes pas confondre les responsabilités respectives, mais nous ne pouvons nous taire. Notre silence, d'ailleurs, serait interprété comme un laisser-faire résigné, donc déjà une prise de parti.

Sauver la paix aujourd'hui, c'est d'abord proscrire la guerre. Cela va de soi pour la "guerre totale", crime contre Dieu et les hommes. Mais tout conflit armé aujourd'hui, même limité, à cause de son sillage de mort et de désolation, de ses conséquences sociales, du risque de déclencher un affrontement général, n'en vient-il pas fatalement à dépasser "l'humainement acceptable"? (...)

Mais alors, peut-on justifier encore le maintien de l'arsenal atomique, à plus forte raison son continuuel développement? Beaucoup invoquent son rôle dans la stratégie politico-militaire de "dissuasion mutuelle". Pour eux l'équilibre de la terreur est le seul moyen efficace d'en empêcher l'emploi.

D'autres, aujourd'hui, refusent cette stratégie. Ils en soulignent la contradiction interne: pour éviter l'anéantissement, on doit toujours être prêt, dans cette "logique", à le déclencher soi-même. En outre, peut-on lancer une menace qu'il serait immoral d'exécuter? On espère que l'adversaire cédera à l'intimidation.

Mais si, par défaillance humaine, il prenait le devant? Et si, par accident technique, la catastrophe se déchaînait? Et puis, les faits sont là, cette dissuasion entraîne de soi l'escalade des armements, avec ses conséquences terribles pour l'économie mondiale et pour la réalisation de tant de projets nécessaires au bien de l'humanité, à commencer par l'aide au développement.

Certains font valoir la précision technique des armes les plus récentes. Une attaque atomique pourrait détruire la force de frappe de l'ennemi et rester limitée dans ses conséquences. Mais, et tout d'abord, c'est redoubler la tentation de s'en servir. C'est aussi ne pas compter avec les retombées effroyables, à court et long terme, pour de nombreuses régions du globe et parmi les plus peuplées. C'est proclamer devant l'adversaire une volonté de maîtrise et de domination qui ne peut que l'inciter à chercher des ripostes et à relancer la course aux armements.

Il est certain en tout cas que la stratégie actuelle de dissuasion ne peut être considérée comme une voie sûre pour une paix stable et véritable. Elle est tout au plus "un moindre mal", une solution de détresse, strictement provisoire et à maintenir dans les limites les plus rigoureuses. (...)

Les démarches pourtant ne seront prometteuses qu'à la mesure de la confiance réciproque. Et cette confiance ne s'obtiendra que devant des signes et des gestes évidents, de part et d'autre, d'abandon de tout impérialisme, soit économique, soit idéologique. Les groupes et les nations doivent cesser de revendiquer la suprématie, renoncer définitivement à prétendre imposer à d'autres, au mépris des droits humains essentiels et par une violence allant jusqu'à la guerre, leur conception du monde et de l'avenir de l'humanité. Sinon, il n'y aura jamais de paix entre les hommes. (...)

Avec le Pape, nous demandons à tous ceux qui travaillent dans les media de peser leur responsabilité dans la formation de l'opinion publique.

"Qu'ils veillent à faire ressortir avec le maximum

d'objectivité les droits, les problèmes et les mentalités de chacune des parties afin de promouvoir la compréhension et le dialogue."

Das altrömische "si vis pacem, para bellum" hat seinen tieferen Sinn noch immer nicht eingebüsst. Es darf nicht wörtlich mit "wenn du den Frieden willst, so bereite den Krieg vor" übersetzt werden. Die Schöpfer vieler, noch heute gültiger Rechtsprinzipien meinten vielmehr, zur Erhaltung von Frieden und Freiheit müsse man stets bereit und gerüstet sein, diese unschätzbaren Werte gegen Unterjocher und expansionslüsterne Feinde zu verteidigen, diese auch zu warnen vor den Risiken eines Überfalls, ihnen nahelegen, dass jeder Versuch, den Frieden zu brechen, die Freiheit zu ersticken, für sie ein gefährliches Unterfangen wäre. rn (LW, 30.6.1983)

Certes, aucune puissance, aucun homme d'Etat n'admettra qu'il veuille projeter une guerre ou en prendre l'initiative. Cependant, la méfiance mutuelle fait croire ou craindre que d'autres nourrissent des desseins ou une volonté de ce genre, de sorte que chacun semble n'envisager d'autre solution possible, sinon nécessaire, que celle de préparer une force de défense suffisante pour répondre à une éventuelle attaque. (...)

Cela est encore comme on le voit la philosophie de la paix énoncée dans le vieux principe romain: "Si vis pacem, para bellum".

Traduite en termes modernes, cette "philosophie" a pris le nom de "dissuasion", et elle a revêtu les formes de recherche d'un "équilibre des forces" qui, parfois, a été appelé, non sans raison, "équilibre de la terreur". (...)

Ainsi, pratiquement, la tentation est facile - et le danger toujours présent - de voir la recherche d'un équilibre se transformer en recherche d'une supériorité de nature à relancer de manière encore plus dangereuse la course aux armements.

Jean-Paul II, Message à la 2^e session extraordinaire de l'ONU sur le désarmement (11/6/82) in: Doc. cath. N° 1833 (4/7/82).

